

BELLAVANCE, Marcel, *Un village en mutation : Compton, Québec, 1880-1920*. Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Parcs Canada, Environnement Canada, 1982. 85 p. 4,95 \$.

Jack I. Little

Volume 37, numéro 1, juin 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304128ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304128ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Little, J. I. (1983). Compte rendu de [BELLAVANCE, Marcel, *Un village en mutation : Compton, Québec, 1880-1920*. Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Parcs Canada, Environnement Canada, 1982. 85 p. 4,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37(1), 92–94.
<https://doi.org/10.7202/304128ar>

BELLAVANCE, Marcel, *Un village en mutation: Compton, Québec, 1880-1920*. Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Parcs Canada, Environnement Canada, 1982. 85 p. 4.95\$.

Ce court mais intéressant volume se penche sur le phénomène de la rapide transformation d'un village protestant anglophone de longue tradition, en une communauté francophone de solide allégeance catholique. Le village de Compton, situé au cœur des Cantons de l'Est, dans cette partie du pays occupée par les Américains dès 1790, a vu sa population anglophone, majoritaire aux deux tiers en 1900, tomber à quatorze pour cent en 1921. L'auteur a malheureusement traité le sujet dans un cadre si étroit (principalement à partir des relevés statistiques municipaux), qu'il laisse le lecteur sans explication valable du pourquoi de cette étonnante mutation.

En première partie, on trouve une brève analyse de l'immigration des Canadiens français dans l'ensemble des Cantons de l'Est. Toutefois, ce travail se base sur des sources secondaires périmées et passe sous silence la colonisation canadienne-française du canton de Compton. (À la décharge de l'auteur, signalons que son manuscrit fut soumis en 1977, cinq ans avant sa publication). En conséquence, en voulant donner, très légitimement, toute l'importance qu'elle mérite aux forces d'ordre économique à l'origine du mouvement canadien-français, monsieur Bellavance va beaucoup trop loin lorsqu'il déprécie le rôle stimulateur et directeur de l'Église et du Gouvernement. Si ce n'étaient les importants travaux de voirie entrepris vers la fin des années quarante, les réformes municipales des années cinquante, et le leadership des prêtres colonisateurs des cantons montagneux isolés, il est probable que le nombre de Canadiens français à s'établir sur les territoires en bordure des prospères villages anglophones eût été beaucoup moindre. Sans doute que, vers la fin du XIX^e siècle, les anciens propriétaires de seigneuries se seraient portés acquéreurs de certaines propriétés des Anglo-protestants, même si cette région fut

peu habitée: ce sont surtout les Beaucerons qui émigrèrent en pays comptonien. Néanmoins, les colonisateurs canadiens-français avaient réussi à implanter dans la région leur religion et leurs coutumes, ce qui contribua à rendre étonnamment souple la future transition ethnique des vieux cantons. En fait, les Anglo-canadiens s'étaient tenus pendant si longtemps sur la défensive face à cette impétueuse colonisation, qu'à la longue, sous la pression de «l'envahissement français», ils préférèrent la fuite au combat.

Bien entendu, la plupart des émigrants anglophones transportèrent leurs pénates dans l'Ouest canadien qu'ils percevaient comme un milieu plus propice. Mais Bellavance n'explique pas pourquoi l'émigration fut si rapide à Compton, alors que les communautés avoisinantes conservèrent beaucoup plus longtemps leur majorité anglophone. Le travail de David Breen sur l'occupation des terres de l'Alberta jette quelque lumière sur ces événements. C'est à l'honorable J.H. Pope du comté de Compton et ministre fédéral de l'Agriculture ainsi qu'au sénateur M.H. Cochrane, qu'on doit l'ouverture des prairies de l'Ouest canadien au début des années 1880; donc, on compte parmi les premiers propriétaires de ranchs d'Alberta, des éleveurs de bovins émigrés de Compton. En contrepartie à la concurrence des importateurs de boeuf de l'Ouest à bon marché, Cochrane, dès les débuts de 1860, s'était fait le pourvoyeur des ranchs américains, en bétail britannique de reproduction de premier choix (non pas simple fournisseur de bétail à l'Angleterre comme l'indique Bellavance). Il était donc tout à fait naturel qu'il s'intéressât à l'élevage en Alberta. En fait, le village de Compton comptait un nombre relativement élevé de riches éleveurs de bovins: il n'est donc pas étonnant que ces éleveurs, de même que la petite bourgeoisie qui en tirait ses revenus, aient suivi l'exemple de Cochrane. En fait, l'économie du village déclinait de plus en plus, comme en témoigne ce fait souligné par Bellavance: en 1918, il ne restait que deux commerçants des huit de 1863.

Si l'on se base sur le critère de leur appartenance à l'Église, on constate que le statut des Canadiens français à Compton ne devint solidement établi que lorsqu'ils commencèrent à payer plus assidûment leur dîme et leur loyer de banc, et à assister plus régulièrement à l'office de Pâques. Bellavance laisse entendre qu'à ce moment la population canadienne-française avait atteint une «masse critique», mais j'ai déjà émis l'opinion ailleurs que ce phénomène reflétait aussi la mutation d'une société de travailleurs passagers en une population plus stable de fermiers biens établis. Malheureusement, les protestants laissèrent peu de documents pouvant permettre une comparaison d'ordre culturel au niveau de la pratique religieuse et des comportements démographiques des Canadiens français. Il est tout de même évident, comme le souligne Bellavance, que les contacts sociaux entre les deux ethnies furent très minces. Le seul personnage d'envergure à cet égard fut J.-B.-M. St-Laurent, premier commerçant canadien-français estrien. Il était d'une part membre de la Commission des écoles protestantes et de l'Ordre indépendant des Forestiers, d'autre part promoteur de la colonisation canadienne-française et porte-drapeau des libéraux de Laurier (dans un district électoral farouchement conservateur). Son fils Louis, plus tard premier ministre du Canada, fut élevé non pas dans une société villageoise où l'entente régnait entre deux ethnies (comme le laisse entendre l'auteur de sa biographie), mais au milieu d'une population divisée, subissant un radical renversement de sa structure démographique.

Une fois amputé de ses photographies assez inutiles, de ses nombreux tableaux et cartes, cet ouvrage n'a que peu de substance à offrir. On y trouve même quelques erreurs flagrantes: c'est en 1841 et non pas en 1858 que la British American Land Company perdit sa subvention (p. 10); le chemin de fer passant par les Cantons de l'Est portait le nom de St. Lawrence & Atlantic Railway, non pas St. Maurice (p. 49). L'ouvrage constitue tout de même une source utile de renseignements préliminaires pour les historiens qui auront à combler le grand besoin d'une histoire des Cantons de l'Est.

Département d'histoire
Université Simon Fraser
(Traduction: GUY LESCOUFLAIR)

J.I. LITTLE